

NOTE

du :	Secrétariat
au :	Groupe de Travail II
Objet :	Note de synthèse de la réunion du lundi 7 octobre 2002 sous la présidence du Commissaire António VITORINO

La sixième réunion du groupe de travail II (Charte/CEDH) a eu lieu le 7 octobre 2002 entre 10h00 et 16h30 sous la présidence du Commissaire Antonio Vitorino.

1. Modalités et conséquences d'une éventuelle adhésion de la CE/UE à la CEDH

Le Président a introduit ce point en indiquant que son projet de rapport du groupe suivrait les lignes exposées lors de son intervention orale à la Plénière du 3 octobre. Il a notamment proposé de souligner, dans le rapport, les deux points suivants :

- L'adhésion à la CEDH ne conduira pas à une modification de la répartition des compétences entre l'Union et les Etats membres. Le Groupe pourrait recommander l'utilisation de certains outils garantissant ce résultat, comme l'insertion d'une clarification dans ce sens dans la base juridique autorisant l'adhésion ainsi qu'une disposition ou déclaration sur les compétences limitées de l'Union à inclure dans le traité d'adhésion. Il en résulterait que la "portée" de l'adhésion se limiterait au champ des compétences actuelles de l'Union, et que des "obligations positives" ne pourraient découler de la CEDH que dans ces limites.

- L'adhésion n'affectera pas les positions nationales des Etats membres dans le système de Strasbourg. Ceci serait garanti par une approche "par étape" selon laquelle la Convention ne délibérerait que sur l'autorisation constitutionnelle de l'adhésion tout en laissant au Conseil, statuant à l'unanimité, la décision sur les modalités de l'adhésion, sur le moment d'adhérer à des protocoles additionnels et sur des réserves éventuelles de l'Union. Les réserves des Etats membres resteraient intactes par l'adhésion de l'Union, celle-ci n'ayant effet que dans le cadre du droit de l'Union.

Le groupe a marqué son accord avec l'approche développée par le Président.

2. Modalités et conséquences d'une éventuelle intégration de la Charte dans les Traités

- examen de certaines adaptations techniques dans les dispositions horizontales de la Charte

Le Président a soumis au groupe ses propositions de compromis (voir WD 23) concernant des adaptations techniques des articles horizontaux (articles 51 et 52) de la Charte, conçues pour l'hypothèse d'une intégration de la Charte en tant que texte contraignant.

Une large majorité des intervenants ont félicité le Président pour ses propositions de compromis. Ces intervenants ont remarqué la grande clarté et de précision des adaptations techniques proposées, qui seraient aptes à éliminer les ambiguïtés juridiques de la Charte critiquées par certains jusqu'ici. En même temps, ils ont souligné que ces adaptations ne comporteraient aucun changement de la substance de la Charte. Plusieurs membres ont remarqué qu'il serait beaucoup plus facile pour eux, sur cette base, de convaincre leurs gouvernements et parlements nationaux respectifs d'une intégration de la Charte dans les traités. Certains membres ont souligné que, du point de vue des pays candidats qui n'ont pas participé à la Convention précédente, les amendements proposés seraient d'une grande aide aux juges nationaux de ces pays pour la future interprétation des dispositions de la Charte dans le cas où elle deviendrait juridiquement contraignante.

Un membre du groupe s'est montré opposé aux propositions d'adaptation faites par le Président, au motif que celles-ci ne respecteraient pas la méthode de travail agréée par le groupe de ne pas toucher au texte de la Charte, qu'elles n'ajoutaient pas vraiment des éléments juridiques utiles et que certaines clauses proposées, et notamment des règles d'interprétation, ne seraient pas dignes d'un texte constitutionnel. Le Président a fait remarquer à ce propos que l'examen d'amendements techniques dans les dispositions horizontales de la Charte avait été compris, dès le début, comme étant bien inclus dans le mandat du groupe.

Au terme d'un travail de rédaction, fondé notamment sur certaines propositions d'amendement faites par un membre, les membres du groupe participant à la réunion, à l'exception d'un membre qui a maintenu une réserve, se sont mis d'accord sur une version légèrement amendée des adaptations rédactionnelles dans les articles 51 et 52 de la Charte ainsi que sur certains éléments d'explication desdites adaptations à inclure dans le rapport. Ces adaptations seront recommandées à la Plénière en annexe au rapport du groupe

Les membres du groupe étaient également d'accord qu'il conviendrait d'ajouter aux "Explications" du Praesidium de la Convention précédente les explications données dans le rapport du groupe à propos desdites adaptations, afin de disposer de "travaux préparatoires" pour toute la Charte.

- La question de l'article 6 § 2 du Traité UE dans sa version actuelle

La plupart des intervenants ont souligné qu'au stade actuel, avant d'avoir de précisions sur la structure future du Traité, il était prématuré de juger définitivement l'utilité de conserver ou non les références aux deux sources d'inspiration telles que faites actuellement dans l'article 6 § 2 TUE. La discussion a démontré l'existence de différentes opinions à ce sujet, telles que déjà exprimées lors de la deuxième réunion du groupe (voir doc. CONV 203/02 WG II 07). Le groupe a décidé de s'abstenir de recommandations concrètes à ce sujet mais de le signaler à la Plénière qui devrait en discuter ensemble avec la forme concrète d'intégration de la Charte.

3. Eléments possibles du projet de rapport final du Groupe

Le Président a fait une présentation orale détaillée des éléments qu'il envisagerait d'inclure dans son rapport final. Le groupe a procédé à une discussion dans laquelle les membres ont manifesté leur accord sur l'inclusion desdites éléments, apporté certaines précisions sur ceux-ci ainsi que évoqués certains éléments additionnels à ajouter au rapport.

Il a été convenu que le Président diffusera son projet de rapport du groupe au plus tard le 16 octobre (mais il ferait de son mieux pour le faire déjà le 15 octobre), et que les membres pourront envoyer des réactions écrites jusqu'au 17 octobre. Sur la base des réactions, le Président révisera son projet et le soumettra pour adoption à la réunion du 21 octobre.